

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2105>



# La réforme des retraites ou l'inversion des légitimités

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : lundi 30 janvier 2023

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**Alors que les Français sont confrontés à tant de difficultés quotidiennes, alors que, de la réforme des retraites à la montée des tensions internationales, tant de dangers les assaillent, peut-on sérieusement parler des institutions ?**

Et pourtant ! Comment ne pas voir que les difficultés, quelles que soient leur importance, ramènent à la question du pouvoir politique et à la démocratie ?

La réforme des retraites ? Le Président de la République nous affirme qu'il a été élu pour cela. Chacun sait que son élection fut avant tout la conséquence du refus du Rassemblement National au-delà de tout programme et que la question des retraites fut d'autant moins légitimée qu'Emmanuel Macron n'a pas fait campagne au premier tour.

La guerre ? La question a d'autant moins été évoquée lors de la campagne présidentielle qu'Emmanuel Macron présente comme seul programme géopolitique la perspective d'une « souveraineté européenne » qui n'a pour objet que la négation de la volonté nationale.

Depuis le début de la législature, le gouvernement a usé par 10 fois de l'article 49-3, y compris sur le budget de la nation, c'est-à-dire de faire adopter – sans vote – un texte à sa convenance.

Dans tous les cas, le débat démocratique est escamoté tandis que les institutions permettent au chef de l'État d'imposer des faits accomplis ou de passer en force. Cette pratique n'est pas nouvelle mais elle devient systématique alors que le gouvernement ne dispose que d'une majorité relative.

La réforme des retraites résume crument l'inversion des légitimités qui mine notre démocratie. Cette réforme qui, a minima, suscite division et opposition dans la population, ne répond à aucune nécessité selon les études les plus officielles, dont celles du Conseil d'orientation des retraites. La seule raison qui pousse M. Macron à vouloir l'imposer : elle est souhaitée/exigée par les marchés financiers dont les impératifs l'emportent donc sur la volonté populaire. Le Président de la République présente ses réformes comme légitimes au nom du peuple français. En fait, il opère une inversion des légitimités puisqu'il cherche essentiellement à rassurer les marchés financiers et Bruxelles.

Peut-on alors nier aujourd'hui que la question des institutions est à l'ordre du jour puisqu'une élection fort discutable rend une personne sans contrôle responsable de tous les problèmes qui assaillent les citoyens ?